

MIATO : Le Marché International de l'Artisanat du Togo s'annonce P.2



Ouf de soulagement des populations de Tokoin Gbadago et de ses environs !

Le boulevard des armées enfin réhabilitée P.3

22 Nov 9 Déc 2019
16ème Foire Internationale de LOME
Foire de toutes les opportunités

Thème : Le E-commerce pour une forte expansion des échanges

CENTRE TOGOLAIS DES EXPOSITIONS ET FOIRES DE LOME
BP: 10056 Lomé - Togo Tel: (00228) 99 44 62 83 / 90 31 / 96 37



www.cotof.tg

+ 1000
EXPOSANTS
300 000
VISITEURS



LIBERAL

Bihebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0442 du Mercredi 18 Septembre 2019 - 250 F CFA / Etranger 1€

INTERVIEW D'ESTELLE KOUDJONOU / La présidente de l'AJPDH-TOGO :



« ...Jouer le rôle de veille pour éviter l'autosatisfaction qui risque de nous conduire vers l'immobilisme » P.7

Pêche :

6 mois après, le port de pêche toujours inoccupé P.6

La presse à l'heure de l'intégration :



Vers la mise sur pied du Forum des Directeurs de Publications de l'UEMOA P.5



Présidentielles de 2020 :

Union de l'opposition, l'espoir s'envole

 P.4

Garantie de financement des projets structurants à la réalisation du PND :



La CCIT et le Fonds de Solidarité Africain désormais liés par un partenariat P.9

Pharmacies de garde à Lomé

Du 16 au 23 Septembre 2019

- BOULEVARD:** Bd. Du 13 Janv. Doulassamé 22 21 65 49
CENTRE: 46, Rue de la Gare (face SGGG) 22 21 83 30
ND de MEDJ: Boulevard du 13 Janvier, Angle rue Gaïtou Face Byblos 22 35 20 02
AMESSIAMEBE: Marché de Bè 96 32 97 60
DEO GRATIAS: Derrière le siège d'ECOBANK Kotokou-Kondji 22 21 83 31
EMMANUEL: Face MIVIP Av. Duisburg Kodjoviakopé 22 21 30 98
SOURCE DE VIE: Face Collège Protestant 22 22 45 71
St KISITO: Bd. de la Kara près du Bar TAMTAM 22 21 99 63
LIBERATION: Avenue Libération prolongée 22 22 25 25
PROVIDENCE: Bd. Jean Paul II 22 26 66 48
UNIVERS SANTE: Boulevard GNASSINGBE Eyadema, Cité OUA face à l'entrée du CHUCAMPUS 22 61 81 43
INTERNATIONALE: Sise Marché de Hedzranawoe "Asiyeye", Boulevard du Haho 22 26 89 94
APOTHEKA: Face siège Fédération Togolaise de Football, route de Kegué 22 61 57 57
RAOUDHA: Située au 4495 Boulevard Zio Hedzranawoe, derrière TOGO 2000 91 61 33 32
PHARMACIE 2000: BE KPOTA près du Marché Dzifa 22 70 01 69
CHRIST ROI: Kagomé 22 27 46 66
ADIDOGOME: Face au camp 2ème RI d'Adidogomé 22 50 54 85
SILOE: Carrefour Aflao Apédokoe Atigangomé 90 80 26 39
ACTUELLE: Route de Ségbé; Quartier Sagbado Adidogomé 22 51 11 72
JAHNAP: A côté de l'EPP Gakli, DjidjoléGakli, immeuble Favo 22 51 22 86
VIGUEUR: Rue 267, AGBALEPEDOGAN, Kilimandjaro 22 51 63 30
DELALI: En face de l'hôpital de Cacaveli à 100m entre la Cour d'Appel et le marché de Cacavéli 22 25 06 90
SOLIDARITE: Rue Avédji vakpossito Près de la Station Total Totsi 22 50 37 07
ORCHIDEE: LLEO 2000 22 51 30 40
APOLLON: Face complexe scolaire Makafui Non loin du carrefour des hirondelles Avédji 70 41 01 07
St MICHEL: Située à Agoenyivé entre la Brasserie BB et l'espace Télécom 22 51 70 22
St ESPRIT: Sur la bretelle AgoèNyivé Kégué, Face au CEG AgoèEst 70 40 29 06
APOU ANTOINE: Boulevard Lycée AgoèNyivé Agoè-Assiyéyé 22 19 12 15
DIVINA GRACIA: Quartier AgoèFiovi, Rond point Cool Catch (ancien carrefour BafanaBafana) 93 83 91 00
EXCELLENCE: Agoe Demakpoe Voie CEDEAO 22 51 77 87
ZONGO: Sise à Togblekopé carrefour Hermann entre Orabank et la station Sanol Togblekopé 70 45 23 16
SANGUERA: Près du Lycée de Sanguera 70 42 80 80
BAGUIDA: Face CMS de Baguida 70 42 47 77
AVEPOZO: A côté de la place publique d'avepozo 22 27 04 86

Prompt Rétablissement

LE LIBÉRAL, disponible chaque semaine chez votre marchand de journaux

Médias et droits humains :
L'Association des Journalistes pour la Promotions des Droits de l'Homme (AJPDH) s'approprie la problématique

Le biotope des associations de la presse togolaise s'est agrandi la semaine dernière avec la mise en orbite de l'Association des Journalistes pour la promotion des droits de l'homme (AJPDH-Togo). Présentée à l'opinion publique le jeudi dernier à Lomé, cette association vient combler la grande absence de la spécialisation de la presse togolaise sur des questions et sujets thématiques de notre société, à en croire sa première responsable, Estelle Koudjonou, Directrice de publication du journal Kamgou.

Pour elle, même si le Togo a enregistré ces dix dernières années des avancées en matière des droits de l'homme, il serait très dangereux de se jeter des lauriers et de se reposer dessus, au risque de plonger dans



un certain immobilisme. L'AJPDH vient donc à point nommé améliorer des choses en matière des droits de l'homme. Pour se faire, l'association compte sur les moyens traditionnels offerts à la presse « aux fins de sensibilisation et de veille » sur les sujets, situations et problématiques des droits et devoirs de l'homme dans la société togolaise », a-t-elle précisé. Sensibiliser au mieux les populations sur les questions des droits et les libertés, informer l'opinion sur les avancées enregistrées par le Togo dans le domaine de la défense

des droits de l'homme, voilà les grands chantiers qui attendent la toute nouvelle association de la presse togolaise. Pour l'accomplir, a conclu la Présidente, il faut des journaux thématiques, qui vont plus consacrer le temps pour des domaines précis dont celui des droits de l'homme. « Au Togo, comme partout ailleurs dans le monde, la presse est en pleine évolution perpétuelle avec le souci de se spécialiser et s'intéresser à des domaines précis de la vie de la nation », a-t-elle précisé. ■
Dem K.

MIATO : Le Marché International de l'Artisanat du Togo s'annonce

Le Togo organise en octobre prochain, le Marché International de l'Artisanat du Togo.

Le thème retenu pour cette édition est : « Artisanat innovant,

facteur de développement économique et social » l'événement qui se tiendra au palais des congrès de Lomé vise à faire la promotion du génie créateur des artisans togolais à travers l'exposition

des produits et la présentation des services artisanaux et la création d'un cadre d'échanges de savoir-faire. Au total 150 mille visiteurs sont attendus. ■

La Rédaction

Accélération de la couverture sanitaire universelle:

Vers plus de valorisation des Agents de santé communautaire en Afrique de l'Ouest

La valorisation des Agents de Santé Communautaire (ASC) dans l'accélération de la couverture sanitaire universelle (CSU) est au cœur d'un atelier régional de l'USAID avec l'assistance technique du projet USAID Health Plicy Plus, à Lomé depuis hier.

Ouvert par Mme Akakpo Midamégbé, Directrice de cabinet du ministre de la santé et de l'hygiène publique autour du thème « Accélérer la couverture sanitaire universelle : les agents de santé communautaire, un maillon essentiel », cette rencontre réunit pour les trois prochains jours une centaine de participants constitués des représentants des ministères de santé, des partenaires techniques et financiers, des ONG et associations de 9 pays du partenariat de Ouagadougou afin de traiter des questions



spécifiques relatives à la dynamisation de la santé communautaire dans la sous-région ainsi que les approches novatrices pour une pérennisation du rôle des agents de santé communautaires dans les systèmes de santé.

Pour la Directrice de cabinet, les interventions

des ASC dans beaucoup de nos pays ne sont pas valorisées, ce qui se traduit par une faible motivation de ces derniers, la non harmonisation de la motivation par l'Etat et les partenaires, l'absence de plan de financement des ASC, l'absence de statut dans le système de santé,

l'absence de mécanisme des curricula de formation des ASC,...

Ces défis doivent donc être relevés, aussi a-t-elle exhorté les différents acteurs de ces neuf pays à faire preuve d'ouverture durant les partages d'expériences qui vont meubler les travaux de l'atelier.

Convaincue de l'atteinte de la couverture sanitaire universelle à l'horizon 2020, la Coordinatrice de l'USAID basée au Bénin trouve dans cette rencontre une réelle opportunité de « partager les leçons et expériences apprises des pays permettant de renforcer la durabilité des programmes impliquant les ASC en Afrique de

l'Ouest, d'initier le dialogue politique entre les autorités gouvernementales et mes autres parties prenantes pour relever les défis relatifs à la contribution des ASC à la CSU.

Pour elle, cette rencontre contribuera également à la réflexion sur l'amélioration de l'environnement politique et réglementaire favorable à la pleine intégration des ASC dans le système formel de santé et ouvrira un canal d'identification des stratégies de financement domestiques pérennes des programmes des ASC en Afrique de l'Ouest.■

Démocrate

Ouf de soulagement des populations de Tokoin Gbadago et de ses environs !

Le boulevard des armées enfin réhabilitée

La ministre des infrastructures et des transports, Zouréatou Tchassa-Traoré, a ouvert la voie du boulevard des armées la semaine dernière au grand soulagement des populations riveraines et usagers. Longue de près 2,837 km, cette voie qui part du monument de la Colombe de la paix jusqu'à la route de Kpalimé, traversant ainsi le camp Général Eyadema, Tokoin-Gbadago, Dogbéavou pour rallier Tokoin-Protestant a été réhabilitée par la société Midnight Sun, pour un coût global de 3



649 537 294 FCFA, financés par la BAD et l'Etat Togolais, et en un délai record.

Pour la ministre en charge du secteur, il est important de saluer la célérité et la qualité avec laquelle les équipes de MNS ont exécutés ces travaux dans un délai de

6 mois contre 8 dans le cahier de charges.

Elle a au nom du gouvernement, remercié l'ensemble de la direction de la société et les équipes, pour « les prestations de contrôle et de surveillance de la qualité des travaux, les ingénieurs du ministère des infrastructures et des

transports pour leur implication et surtout les partenaires techniques et financiers en particulier la BOAD pour les efforts consentis».

Le PDG de la société, a pour sa part invité les riverains et usagers, à en faire un bon usage. Ceci passe par des actes civiques et citoyens et non vandales comme le bouchement des caniveaux, la dégradation volontaire de la voie,...Il faudra donc y veiller, la maintenir et l'entretenir, a-t-il conclu.

A travers le Président du CDG de Gbadago, où a lieu l'ouverture de la voie, les populations ont

témoigné leur gratitude au gouvernement togolais qui ne cesse de multiplier des efforts pour leur mieux être.

La voie présente un relief avec de fortes pentes, de part et d'autres, avec une dépression au niveau de la jonction avec l'avenue Kléber Dadjo, qui dessert le marché de Hanoukopé jusqu'au croisement du boulevard du 13 janvier. C'est dire tout le défi économique que vient relever la praticabilité de cette voie. Elle ouvre également un nouvel accès au CHU Tokoin, et facilitera l'accès à Tokoin séminaire.■

Démocrate

Présidentielles de 2020 :

Union de l'opposition, l'espoir s'envole

L'élection présidentielle s'approche à grands pas et comme il est de coutume, les partis de l'opposition désireux de prendre part au scrutin s'interrogent sur comment faire face au géant parti UNIR qui rafle toujours tout sur son passage comme l'ex défunt RPT.



Cette fois-ci encore, chef de file de l'idée d'une union de l'opposition ne sera que Pierre Fabre et son parti chimère. Et pourtant l'ex ANC se disaient favorables à une quelconque union de l'opposition dans le cadre des prochaines

présidentielles. L'ANC qui a quitté la barque de la C14 à la veille des élections municipales fait un appel de pied à ses anciens partenaires de la coalition. Malheureusement, la désignation des Maires la semaine dernière a donné lieu à des situations qui annihilent les vellétés d'une éventuelle union de l'opposition. Le manque de confiance est une réalité, les egos sont autant d'éléments qui amenuisent les chances d'un bloc de l'opposition tant

souhaité mais jamais réalisé.

Les sorties tonitruantes de Me Isabelle Améganvi les attaques de Brigitte Adjagbo via les réseaux sociaux prouvent à suffisance qu'une fois encore l'opposition togolaise fait preuve d'immaturité politique qui naturellement profite au pouvoir en place. A cette allure, l'opposition togolaise peut dire Adieu à son union s'agissant de la présidentielle de 2020.■

PF

4ème réunion annuelle des experts en charge de la sécurité et des frontières de l'espace Entente :

Vers une directive communautaire de lutte contre l'extrémisme violent

Une directive communautaire de lutte contre l'extrémisme violent et autres nouvelles formes de menaces à la paix et à la sécurité dans l'espace Entente, la question est au menu de la quatrième réunion annuelle des experts en charge de la sécurité des frontières du Conseil de l'Entente.

Ouverte hier à Lomé autour du thème « Défis sécuritaires dans l'espace Entente : nouvelles approches nationales et sous régionales », par le Col Massina Yotroféï, Président du Comité des Experts Directeur général de la Gendarmerie nationale, et représentant le ministre de la sécurité et de la protection civile, cette réunion également le renforcement de la compréhension de l'extrémisme violent afin de proposer des approches efficaces.

Le patron de la gendarmerie togolaise a déploré la dégradation de la situation sécuritaire dans l'espace. Cette situation préoccupante



et marquée par de nouvelles formes de violences, crimes transfrontaliers, terrorisme, extrémisme violent, menaces à la croissance économique de nos Etats, a-t-il relevé doit pousser les différents acteurs de la chaîne sécuritaire, à impérativement songer à des mécanismes de lutte efficace contre ces phénomènes.

Il a donc appelé ses pairs durant les trois jours de

la réunion à faire des « propositions et amendements constructifs allant dans le sens de parvenir à une lutte sans merci contre ces fléaux dans l'espace de nos pays respectifs, » avant de lancer un « appel à l'esprit d'ouverture et de coopération » durant les échanges.

Patrice Kouamé, Secrétaire Exécutif du Conseil de l'Entente, a pour sa part relevé les

efforts déployés par le Conseil de l'Entente dans le cadre de cette lutte qui se sont notamment matérialisés par l'organisation de deux ateliers régionaux sur la prévention de l'extrémisme violent à Abidjan et à Ouagadougou.

« Ces ateliers ont permis de renforcer les capacités des experts des pays membres et ceux du Mali, du Ghana et du Cameroun », a-t-il lancé.

Pour le Secrétaire Exécutif du Conseil de l'Entente, la nécessité d'une meilleure prévention des menaces sécuritaires et leur évolution afin de définir de meilleures approches

est plus que d'actualité.

La directive en cours de discussions durant cette réunion poursuit deux objectifs, à en croire M. Moko Issa, Directeur du département de la coopération politique, de la paix et de la sécurité du Conseil de l'Entente. Elle veut amener les cinq Etats membres de l'espace Entente vers une gestion transfrontalière intégrée afin que les populations de ces zones ne se sentent plus abandonnées, et conduire à une approche inclusive de ces dernières dans la lutte contre les fléaux.

Elle sera soumise à la prochaine conférence des ministres le 20 septembre prochain. Nous y reviendrons.■

Démocrate

Rentrée scolaire 2019-2020:

L'AAVOED et les ressortissants Chinois au Togo offrent des kits scolaires aux enfants démunis

1 50 kits scolaires ont été offerts le samedi dernier aux enfants des femmes portefaix du grand marché de Lomé, ainsi qu'à des enfants démunis d'Agoè-Nyivé par l'Association d'Aide à la Veuve, à l'Orphelin et à l'Enfant Déshérité (AAVOED) grâce au concours l'Association des Ressortissants Chinois au Togo (ARCT).



La cérémonie de remise des kits s'est déroulée au siège de l'AAVOED, à Agoè-Klévé, en présence de la présidente de l'ARCT, des autorités locales de la préfecture d'Agoè-Nyvé.

Pour l'honorable Kadjaka-Abougnima

Molga, Présidente de l'AAVOED, l'association a franchi un grand palier cette année en élargissant le champ des

dons de kits à d'autres enfants démunis qu'aux enfants des femmes portefaix d'Assigamé. Elle a exhorté tous les bénéficiaires de ces kits à œuvrer d'arrache-pied sur les bancs de l'école afin de les mériter. Elle a aussi remercié l'ARCT pour son appui et salue ce nouveau partenariat.

« Les cahiers ne coûtent peut être pas mais l'amour que nous portons à ces enfants coûtent beaucoup. Nous espérons qu'ils en sont conscients et feront tout afin de réussir en fin d'année », a confié pour sa part Présidente de l'association des

ressortissants chinois au Togo, qui s'est également réjouit de l'opportunité que l'AAVOED leur offre de pouvoir venir aux enfants et personnes en situation de vulnérabilité au Togo.

Cette opération a également été faite dans la préfecture de Doufelgou (450 km au nord de Lomé). AAVOED intervient dans le domaine social sur plusieurs terrains, que ce soit par des appuis financiers et matériels, ou par les conseils, écoutes, prise en charge médicale et orientation. ■

Démocrate

La presse à l'heure de l'intégration :

Vers la mise sur pied du Forum des Directeurs de Publications de l'UEMOA

A l'image des pays membres de l'UEMOA, l'expérience de l'intégration sous-régionale et africaine gagne la presse. Dans les prochains jours à Cotonou au Bénin, sera porté sur les fonts baptismaux, le Forum des Directeurs de publications de l'Union économique et monétaire Ouest-Africaine en abrégé Fodip-Uemoa. L'initiative apparaît comme un plus pour la réalisation du rêve panafricain qui tient à cœur aux dirigeants africains.

Le Forum des Directeur de Publication de l'Union économique monétaire Ouest-Africaine se veut comme un véritable creuset qui réunit des promoteurs d'entreprise de presse, c'est-à-dire, des communicateurs attitrés. Il a pour objectif, de révolutionner le traitement de l'information au sein de l'espace économique Uemoa. Fodip-Uemoa travaillera davantage à l'amélioration de l'image de l'institution et surtout participer



activement aux grands défis de l'heure sur l'intégration sous-régionale et africaine.

Présidé par Alain

AFFEDJOU, Directeur de publication du quotidien béninois d'information « La Releve Info » Fodip-Uemoa se veut une

instance représentative au plan régional des animateurs des médias pour assoir voire développer une communication assez originale et productive de l'espace économique que constitue l'Uemoa.

Ce creuset panafricain réunit les professionnels des médias dotés d'une longue expérience en matière de traitement de l'information. Fodip-Uemoa se veut un partenaire privilégié de cette institution économique sous-

régionale pour assurer une communication adéquate des différentes initiatives qui seront prises dans le cadre de nouveaux défis à relever. Le Fodip-Uemoa dispose des points focaux dans les différents pays membres de l'espace Uemoa. L'initiative bénéficie du soutien de BOAD, la SOAGA, et le puissant réseau de transport BENAFLRIQUE.

Il faut dire que l'idée du Fodip-Uemoa remonte au 25e anniversaire de l'Uemoa dont les manifestations ont eu lieu en janvier dernier à Abidjan. ■

La Rédaction

6 mois après, le port de pêche toujours inoccupé

Il s'agit bien sûr du nouveau port de pêche Gbetsogbé financé à 20 milliards Fcfa par le Japon et le Togo. Inauguré depuis bientôt six(6) mois par le président Faure Gnassingbé, le site est toujours inoccupé.



Rats, chauve-souris et lézards sont pour le moment les maîtres des lieux. Et pour cause, la clôture, principale

exigence des acteurs de la pêche n'est pas encore sortie de terre. On y voit les briques entreposées

mais, rien de plus.

Les pêcheurs qui tablaient sur trois mois au plus, sont toujours sur l'ancien

site, impatients de rejoindre le nouveau port.

"C'était promis et assuré qu'au moins la clôture serait en train d'être terminée ; mais..., je ne sais plus où se situe le blocage", confie Abdou Derman, secrétaire général du SYNAPETO (syndicat national des pêcheurs du Togo) à agridigitale.

La clôture, le marché aux poissons, le magasin de stockage des matériels de

pêche sont les principales revendications des pêcheurs pour occuper les lieux.

Le nouveau port de pêche est le fruit de la coopération entre le Togo et le Japon à travers l'agence de coopération internationale japonaise (JICA).

Les travaux de construction ont coûté 20 milliards de francs CFA.

Au moins huit mille (8 000) personnes interviendront sur ce nouveau port de pêche construit à Gbetsogbé (banlieue-Est de Lomé). Il s'agit de 3 000 pêcheurs et 5 000 mareyeuses et transformatrices de poissons.

Les autorités togolaises tiennent à ce nouveau joyau qui devra promouvoir l'activité de pêche. 25 000 tonnes de poissons sont attendues par an dans les prochaines années; ce qui devra permettre de créer 5 000 emplois directs.

Pour l'heure, on est loin d'espérer l'atteinte des objectifs annoncés à l'inauguration du nouveau port de pêche. Certains pensent déjà que c'est du gâchis soutenant que l'Etat aurait pu allouer ces fonds à la construction des pistes rurales pour désenclaver les zones de fortes productivités agricoles.

Par contre, d'autres estiment que l'Etat doit faire preuve de fermeté et de rigueur en délogeant de force les pêcheurs à rejoindre le nouveau site, le temps de satisfaire aux autres exigences. ■

Source agridigitale.net

Le foncier à l'heure des réformes



Transfert de propriété

Les droits d'enregistrement, les droits de timbres et les droits de mutation totale de titres fonciers sont désormais fixés à

35 000 F CFA

contre 4% de la valeur vénale précédemment.

Numérisation des archives des titres fonciers



L'OTR dispose d'une base de données **numérique** sur la quasi-totalité des titres fonciers.



Célérité des opérations

La base de données numérique des titres fonciers permet désormais la délivrance **instantanée** des copies des documents des titres fonciers et de procéder à tout type de recherche en

24h.

Communication de renseignements



Désormais obtenez les renseignements relatifs aux titres fonciers à

2 000 F CFA.



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

INTERVIEW D'ESTELLE KOUDJONOU / La présidente de l'AJPDH-TOGO :

« ...Jouer le rôle de veille pour éviter l'autosatisfaction qui risque de nous conduire vers l'immobilisme »

Depuis le jeudi 12 septembre 2019, on compte au rang des initiatives pour la promotion des Droits de l'Homme au Togo, l'Association des Journalistes pour la Promotion des Droits de l'Homme au Togo (AJPDH-TOGO) présidée par la Directrice de Publication du journal Kamgou, Estelle KOUDJONOU. Quelques jours après son lancement officiel, la présidente nous présente les objectifs et les perspectives de cette association.



Vous êtes la présidente de l'AJPDH-TOGO, dites-nous de quoi il s'agit exactement ?

L'Association des Journalistes pour la Promotion des Droits de l'Homme au Togo (AJPDH-TOGO) est une organisation mise en place par des hommes et femmes des médias togolais dans le but de sensibiliser au mieux les populations sur les questions de droits et libertés humains.

Elle va aussi informer l'opinion sur les avancées enregistrées par le Togo dans le domaine de la défense des droits de l'homme et en même temps jouer le rôle de veille pour éviter l'autosatisfaction qui risque de nous conduire vers l'immobilisme.

Qu'est ce qui a été l'élément déclencheur et quels sont vos objectifs ?

L'association est d'abord née de la remarque selon laquelle

nous journalistes togolais sommes beaucoup généralistes et par ricochet, ne touchons pas le tréfonds de la vie du togolais, notamment le domaine de la promotion et la défense des droits de l'Homme, une question dans laquelle tous les citoyens se retrouvent pourtant.

Ensuite, les populations semblent ignorer parfois leurs droits et devoirs. Il s'agira pour nous de sensibiliser ces dernières sur les deux concepts qui sont intrinsèquement liés. Il n'y a pas de droit sans devoir et vice versa. La presse nous semble le médium le mieux indiqué pour ce faire.

Avec l'AJPDH-TOGO, nous espérons apporter notre modeste contribution à la promotion d'un Etat de droit.

Comment l'association compte-t-elle s'organiser ?

L'Association des Journalistes pour la Promotion des Droits de l'Homme au Togo ne vient pas réinventer la roue. Nous ne venons pas montrer que nous savons mieux faire mais nous venons en appui pour ce qui est déjà fait sur le terrain. Le chantier est vaste mais très peu sont ses ouvriers qui ont accepté de travailler afin de garantir et de promouvoir les droits de l'Homme au Togo. Nous sommes donc heureux de rejoindre cette masse d'ouvriers qui travaillent déjà dans ce champ si vaste et si épineux de la défense et de la Promotion des droits de l'Homme dans notre pays.

Sur ce, nous allons travailler avec les institutions et organisations aussi bien nationales, qu'internationales qui sont déjà engagées sur le terrain et travaillent pour l'amélioration des conditions en matière de défense et de promotion des droits de l'homme au Togo.

L'AJPDH-TOGO est présidée par un bureau composé de sept (7) membres dont deux femmes, tous des Hommes de médias.

L'AJPDH-TOGO est composée d'hommes et de femmes de différents organes de presse qui n'ont pas les mêmes lignes éditoriales. Cette situation ne constituera-t-elle pas une limite pour l'atteinte de vos objectifs ?

Il est vrai que chaque média a sa ligne éditoriale mais quand on met l'être humain au centre de tout, on se doit de faire un traitement impartial des informations. L'être humain est sacré.

La première étape, c'est le lancement officiellement, quelle sera la suite ?

La prochaine étape consiste à élargir le réseau à tous ceux qui voudraient bien l'intégrer. Le travail va commencer par l'étape de sensibilisation. Si tout le monde est conscient aujourd'hui que l'être humain est sacré, et que autrui est un autre moi-même ; il y a certaines choses qu'on doit se réserver de faire puisqu'on ne peut pas se faire du mal à soi-même. Le travail va commencer par là et nous pensons que progressivement tout le monde va prendre conscience pour un vivre ensemble en parfaite harmonie.

Votre mot de la fin

Le Togo est notre Nation. Nous sommes tous des Togolais, c'est-à-dire un regroupement d'Hommes habitant le même territoire et ayant un intérêt commun. Nous exhortons chaque média à y mettre du sien pour renforcer encore plus l'unité nationale afin de faire du Togo un havre de paix qui sera cité en exemple en matière de promotion de droit de l'Homme dans le monde.

Nous sommes et restons ouverts aux propositions et suggestions pour mieux faire. ■

Interview réalisée par Akouavi G. DAGONA



Récupéré N°0416/23/12/10/HAAC du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication
PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)
Cyrille SABLASSOU

Correcteur

S. Didier

Infographie
JPB

Adresse

Route du Contournement CEDEAO,
Agoè Démakpoè, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

Direct Sprint

Tirage

1000 exemplaires

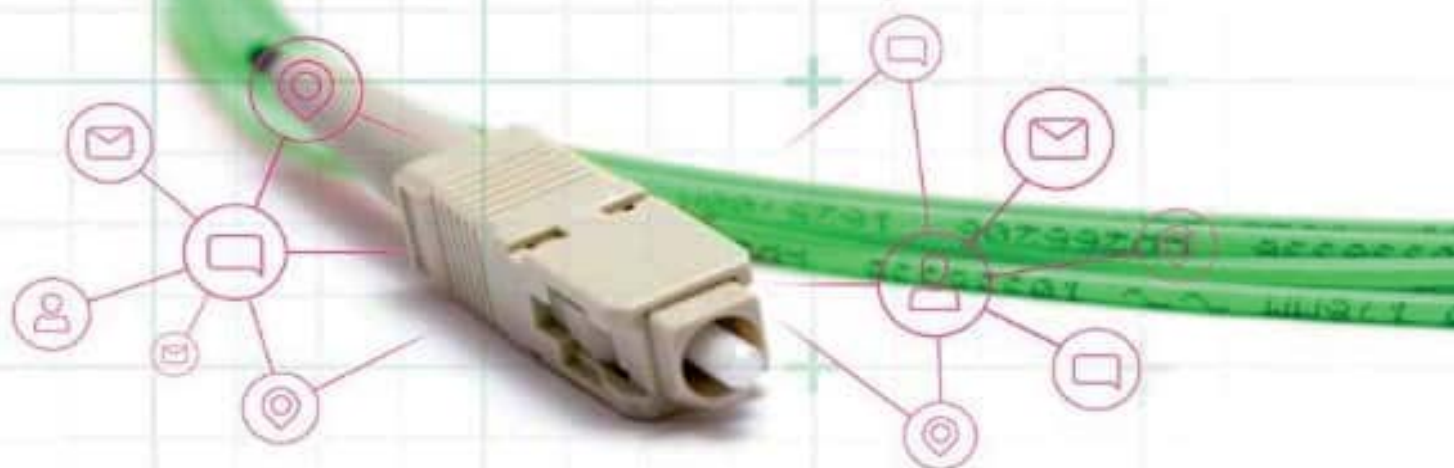


Nous offrons plus que de l'Internet

Profitez gratuitement des appels
au **TOGO** et vers l'**International**

à partir de
12 000 F CFA /mois

Promo jusqu'au
30 Septembre 2019



Installation gratuite. Frais d'accès (activation du service et mise à disposition d'un modem) à partir de 25 000 F CFA. Offre soumise à conditions.



Infos & Réservations
112/70 43 30 00

Groupe TOGOCOM

Garantie de financement des projets structurants à la réalisation du PND :

La CCIT et le Fonds de Solidarité Africain désormais liés par un partenariat

La Chambre du Commerce et de l'Industrie du Togo (CCIT) a paraphé une convention de partenariat avec le Fonds de Solidarité Africain (FSA) hier à Lomé. Cela va servir de garantie nécessaire au financement des projets structurants des opérateurs économiques et entrepreneurs retenus, pour la réalisation du Plan National de Développement (PND 2018-2022). C'était à l'occasion du forum d'échanges sur la facilitation du financement des entreprises togolaises par les instruments opérationnels du FSA, organisé conjointement par les deux institutions au siège de la CCIT.



La rencontre visait à éclairer les opérateurs sur le projet de mise en place d'un mécanisme d'accompagnement au développement des PME, à travers un fonds de garantie visant l'accès au financement.

Pour Germain Essohouna Méba, Président de la CCIT, cette initiative s'avère indispensable de nos jours au regard des besoins exprimés par les PME et PMI togolaises dans leur quête de développement et de pérennité, et dans la mesure où elle favorisera la mise en œuvre de nouveaux instruments d'appui et de nouvelles démarches que doivent inspirer de nouvelles politiques.

« L'implication de la CCIT dans la fourniture de cette garantie nécessaire pour l'initiation d'une affaire s'inscrit dans la logique de renforcer l'accompagnement par d'innovantes solutions, souples et adaptées à

chaque cas, qui prennent en compte l'évolution souhaitée par l'entreprise ainsi que ses attentes, en adéquation avec les objectifs de diversification de

l'économie nationale et en cohérence avec le PND. », a ajouté le Président de la CCIT.

M. Dédji, T. Affo, Administrateur du FSA pour le Togo, a pour sa part rappelé le rôle que joue son institution dans la vie des entreprises. Il s'agit en l'occurrence de celui d'un catalyseur du financement des économies nationales en permettant aux PME et PMI, ainsi qu'aux institutions de microfinance d'accéder

au crédit bancaire, aux grandes entreprises de lever les ressources sur les marchés financiers pour financer des projets d'investissement et des activités génératrices de revenus. Les différentes communications ont tourné autour du rôle crucial des entreprises dans la réduction de la pauvreté, du plan de développement stratégique du FSA, ses domaines et mécanismes d'interventions. Le bilan des interventions à juin 2019, les intentions du Fonds pour soutenir le PND du Togo n'ont pas été en marge des discussions, de même que les activités et opérations éligibles au FSA.

Notons que le FSA est

une institution financière multilatérale de garantie. Elle est créée en décembre 1976 pour faciliter le développement économique des pays africains, à travers la favorisation de l'accès aux crédits destinés à financer des projets d'investissements, aux Etats et aux entreprises publiques et privées. Quatorze (14) pays Africains sont membres et actionnaires du FSA notamment le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, la Centrafrique, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée Bissau, le Mali, l'Ile Maurice, le Rwanda, le Sénégal, le Tchad et le Togo. Il a son siège à Niamey.■

Démocrate

Défis transfrontaliers :

Les Systèmes des Nations Unies du Togo et du Bénin en retraite à Lomé

Identifier les opportunités, actions conjointes ainsi que les modalités de mise en œuvre des projets et initiatives en lien avec la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable, définir les actions à mener dans les zones transfrontalières pour mieux appuyer les gouvernements des deux pays dans la réponses aux défis y liées, et enfin explorer les approches de partenariats conjoints, de même que l'engagement avec les organisations régionales, les banques de développement et les ONG qui couvrent les deux pays, voilà autant de raisons qui ont mobilisé les Systèmes des Nations Unies du Togo et du Bénin à une retraite depuis le lundi dernier



dans la capitale togolaise.

Visant à fournir un meilleur appui aux partenaires gouvernementaux face aux défis transfrontaliers, l'ouverture de cette rencontre a enregistré l'effective participation du ministre togolais en charge de la coopération, le Prof Robert Dussey.

Pour M. Siaka Coulibaly, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies au

Bénin, cette initiative inédite offre un créneau aux Directeurs régionaux qui couvrent les deux nations d'échanger sur les défis communs afin de mutualiser les actions des NU dans les deux

Etats.

Damien Mama, son homologue du Togo pour sa part, s'est réjoui que le Togo accueille cette première retraite qui illustre le nouveau « mode opératoire dans le cadre de la réforme du système de développement des Nations Unies ». Une quarantaine de participants des deux délégations ont pris part à la rencontre.■

Yves-Rolland



COMMUNIQUE DE PRESSE

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'appui au Mécanisme Incitatif de Financement Agricole fondé sur le partage de risques (ProMIFA) co-financé par le Gouvernement de la République Togolaise et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), il a été entrepris et conduit avec l'aide de l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE), le processus de recrutement du personnel de l'unité de gestion et de coordination.

Au terme du processus et après avoir requis l'avis de non objection du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), la Direction Générale du Mécanisme Incitatif de Financement Agricole fondé sur le partage de risques (MIFA S.A) communique les résultats définitifs ainsi qu'il suit.

Lomé le 31 juillet 2019

La Direction Générale

Coordonnateur

N°	Nom et prénoms	Age	Formations	Classement
1er	MDEKOR Ayawo Dodji Agblevi	62 ans	Diplôme d'ingénieur agricole	Candidat retenu
2eme	DARAGO Rachid	38 ans	Master in international Development cooperation	
3eme	ADOU RAHIMALIM Assimiou	55 ans	Diplôme d'ingénieur agronome/ Doctorat en fertilisation des sols	

Comptable

N°	Nom et prénoms	Age	Formations	Classement
1er	AGBETIAFA Emmanuel Zanutey K.	46 ans	Maîtrise es-sciences de gestion	Candidat retenu
2eme	YOVO-ESSE Kodzo	46 ans	Maîtrise es-sciences de gestion	
3eme	DALLY Komlan Tété	41 ans	maîtrise es-sciences de gestion	

Responsable administratif et financier

N°	Nom et prénoms	Age	Formations	Classement
1er	ODOHI Médjidon Smaila	41 ans	DESS en gestion de la politique économique	Candidat retenu
2eme	DOH – EGUELI Basile Kokou Koffi	50 ans	BAC +5 en finance	
3eme	ALAKI Essomanam Piyabalo	39 ans	BAC+ 5 en audit et control de gestion	

Responsable ciblage genre et jeune

N°	Nom et prénoms	Age	Formations	Classement
1er	PANTOM Mitayiko	42 ans	DEA en Sociologie	Candidat retenu
2eme	AMANA Sanda Eugène	52 ans	Ingénieur Agronome	
3eme	KOUTONE Komni	35 ans	Master en Droit, Economie, Gestion	

Secrétaire

N°	Nom et prénoms	Age	Formations	Classement
1er	NOUMAGNINA Afi	36 ans	BAC + 2 en Secrétariat de Direction	Candidat retenu
2eme	ABALO Okpè	34 ans	BAC+2 en Secrétariat de Direction	
3eme	DAWI Kodéhalo	42 ans	BAC+2 en Secrétariat de Direction	

Responsable Suivi-évaluation

N°	Nom et prénoms	Age	Formations	Classement
1er	TETE Laté	33 ans	BAC+5 en agroéconomie	Candidat retenu
2eme	AZAKPO Yaossè	37 ans	BAC+5 en agroéconomie	Candidat en attente
3eme	OGOUWA Komivi	42 ans	DEA en sociologie	Candidat en attente

Chauffeur

N°	Nom et prénoms	Age	Formations	Classement
1er	ETOUJUI Kwami Mensah	31 ans	BEPC Permis B	Candidat retenu
2eme	TCHAKONDO Ibn Abasse	46 ans	BEPC Permis B	
3eme	LONGA Essohanam	50 ans	CAP Permis B	

Spécialiste en passation de marché

N°	Nom et prénoms	Age	Formations	Classement
1	REMA GOFAGA Kpaba	59 ans	BAC+5 en Gestion Comptable Financière et Fiscale	Candidat retenu
2	ANWONE Biraguitcha	43 ans	Diplôme d'Ingénieur Agronome	
3	KOUNOUDJI Kokou	40 ans	BAC+ 5 en Droit Public Fondamental	

Concours Viva Holidays :

Augustin Tchalla remporte la 18ème édition

Augustin Tchalla a remporté le premier prix de la 18ème édition du concours Viva Holidays avec 80, 33 points. Il est suivi de Kodjovi Agbétoglo (72, 33 points) et de Andréa Akoé (68, 5 points). La cérémonie de remise des prix aux lauréats de ce concours organisé par la radio Zéphyr s'est tenue la semaine dernière à Lomé ces derniers sont repartis avec plusieurs lots dont des bourses de formations, des trophées et autres donations des partenaires du concours.

Pour Patrice Blandey, Directeur Général de la radio Zéphyr, ce concours vient donner une opportunité à la jeunesse désireuse d'embrasser la carrière de journaliste à venir faire ses premiers pas. Il offre un créneau d'apprentissage et de révélation. Il s'est réjoui du rendement que produisent les différents lauréats de ce prix à l'issue de leur formation et a plaidé pour l'embauche de ces derniers en fin de formation par les médias nationaux et internationaux. Augustin Tchalla, fier de son parcours a reconnu découvrir pleins de lacunes durant la compétition et espère y travailler durement dessus afin d'atteindre son rêve qui est la télévision. Il a également remercié la radio organisatrice pour l'opportunité, le créneau, de même que



les partenaires Holidays. Il s'agit en notament les écoles l'occurrence de la de formation en programmation communication musicale, du contenu de l'émission, de la présence à l'antenne et de la durée de l'émission. Quatre critères majeurs ont permis de départager les différents candidats au concours Viva Holidays. Dem



COMMUNIQUE

La Société Togolaise des Eaux (TdE) informe son aimable clientèle de Lomé et ses environs que suite à une panne des cellules électriques moyenne tension de l'Usine de Production de Cacaveli, des perturbations dans la desserte en eau potable sont observées dans certains quartiers de la ville de Lomé ce jour 16 septembre 2019.

Elle tient à rassurer sa clientèle que les dispositions sont prises pour la normalisation de la situation dans les meilleurs délais.

La TdE présente ses excuses aux clients et les remercie de leur compréhension.

Lomé, le 16 septembre 2019

Le Directeur Général

www.tde.tg

www.twitter.com/TdE Officiel



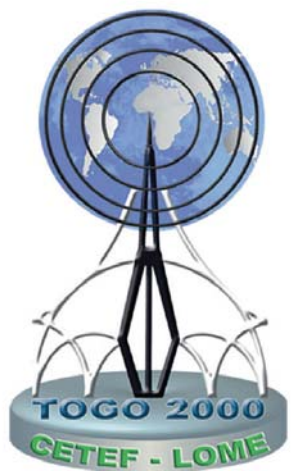
LOMÉ ET SES ENVIRONS : 8000 3000 / 91 13 33 33 / 91 13 44 44
RÉGIONS MARITIME ET DES PLATEAUX : 91 13 55 55
RÉGIONS CENTRALE, DE LA KARA ET DES SAVANES : 91 13 66 66

**22 Nov.
9 Déc.
2019**

16^{ème}
Foire
Internationale de
LOME

Foire de toutes les opportunités

+1000
exposant
300 000
visiteurs



**Thème : Le E-commerce pour
une forte expansion des échanges**



CENTRE TOGOLAIS DES EXPOSITIONS ET FOIRES DE LOMÉ
BP: 10056 Lomé - Togo Tél: (00228) 99 44 62 83 / 90 31 76



www.cetef.tg